

LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS CONTRE LE PROLÉTARIAT...

Il y a en France un journal officiel au *Gouvernement des Soviets* et de l'*Internationale communiste*.

Cet organe est l'*Humanité* et il nous semble qu'en ses colonnes nous devrions trouver toutes les informations relatives à la *Russie des Soviets*. Il en est tout autrement et c'est dans le journal *Le Temps* que nous sommes obligés de fouiller pour trouver un des derniers discours de Kamenev.

Nous le reproduisons ci-dessous et il est assez caractéristique pour éveiller un doute chez les sincères communistes (car il y en a) qui s'imaginent que le gouvernement russe est solidaire du prolétariat. Les prolétaires se rendront compte que l'ouvrier des villes est sacrifié au profit de la paysannerie, dans la nouvelle République, et qu'avant peu le régime de M. Trotski n'aura rien à envier à celui de M. Chéron.

«La crise actuelle, qui est une crise d'écroulement et presque de faillite de toute une série de nos institutions commerciales, cette crise est-elle de nature à nous forcer à réviser les bases mêmes de notre politique économique?»

A cette question le comité central répond négativement. Il ne voit dans la crise que nous traversons aucun motif de réviser toute la politique du gouvernement des Soviets. Il ne voit pas non plus que cette crise puisse justifier les termes qu'emploient souvent certains de nos camarades par trop pessimistes pour la caractériser, et qui disent qu'elle a amené la révolution et le pays au bord de l'abîme, qui prêchent le pessimisme et préconisent dans leurs discours le retour au communisme de guerre, parce que la nouvelle politique économique a abouti à cette crise et aurait ainsi manifestement échoué.

Nous ne sommes pas de leur avis...

Toute la question dans cette crise est celle du bas prix des blés. Malgré le passage aux cultures supérieures, malgré la reconstruction de l'économie agricole et bien que les paysans disposent maintenant d'une plus grande quantité de blé que jamais, ils ne sont tout de même pas en état d'acheter les produits de notre industrie. Voilà où est le point central de la crise, et non dans ce que nous n'aurions pas de marchandises ou de blé comme ce fut le cas en 1918, 1919, 1920 et 1921.

Le malheur est que notre classe ouvrière industrielle urbaine n'est pas en état d'absorber tout le blé que produisent les paysans. L'économie agricole russe n'a jamais été, avant la guerre, basée sur le marché intérieur. Un quart de tout le blé que produisait l'ancienne Russie était exporté à l'étranger, et nous pouvons dire franchement que l'économie agricole russe était organisée en tant qu'élément de l'économie mondiale. Le marché étranger a été perdu pour le blé russe et nous nous sommes trouvés dans une situation où tout le blé produit dans le pays restait à l'intérieur. En conséquence, les prix des blés ont baissé.. Dans l'absence d'une demande suffisante, le paysan s'est appauvri et le paysan pauvre ne peut plus supporter sur ses épaules l'industrie. Il ne faut pas oublier que ce sont les paysans surtout qui subviennent à nos dépenses. Ils entretiennent notre armée, ils entretiennent l'appareil de l'État. Par la voie d'impôt prélevés sur eux, nous obtenons les sommes nécessaires pour subventionner certaines branches déficitaires de l'industrie. Lorsque, à ce lourd fardeau qui pèse sur les paysans nous ajoutons encore les bas prix des céréales, nous nous plaçons dans une situation qui peut avoir de mauvaises conséquences politiques.

Nous n'obtiendrons pas d'amélioration si nous ne nous ouvrons par le marché étranger.

Mais nous avons encore un autre domaine - celui de notre industrie nationalisée de l'État. Ici, nous sommes les maîtres, ici, c'est nous qui fixons les prix, ainsi que le quantité de marchandises à produire, ...

Avant tout nous voyons dans ce domaine une politique mal tracée qui consisté à élever les prix pour rétablir l'industrie le plus rapidement possible. Nous désirons tous, évidemment, que toutes nos fabriques et nos usines soient mises en marche. Mais lorsqu'en réponse à cela nous avons la grève du paysan qui nous dit ne pas être en état de supporter une telle rapidité dans le développement de l'industrie, nous devons convenir, en partant de considérations purement politiques, qu'il y a là de notre part une erreur consistant en ce que nous ne coordonnons pas la rapidité du développement de l'industrie avec celle de toute l'économie nationale.

Notre erreur a été encore renforcée par nos syndicats industriels. Leur politique consistait à exploiter démesurément leur monopole et ils profitaient de ce qu'ils étaient seuls sur le marché à posséder tout le naphte ou tout le sel pour fixer les prix à leur gré. Cette politique n'a manifestement abouti à rien. Elle fut même extrêmement nuisible parce qu'elle a opposé le paysan à l'ouvrier et a suggéré au paysan l'idée que l'organisation socialiste ne lui était pas avantageuse. Le camarade Lénine disait il y a un an et demi que nous devons apprendre à commercer parce que le paysan nous jugera non pas sur nos rapports et nos discours mais sur le fait de savoir qui lui vend à meilleur marché les tissus et les allumettes - est-ce le commerce privé, est-ce l'industrie étatisée? Il n'a pas été accordé une attention suffisante à cette question et c'est pourquoi dans l'esprit du paysan peut parfaitement surgir la pensée: à quoi me sert l'industrie nationalisée si elle me demande des prix exorbitants et ne m'achète pas le blé assez cher, si l'industrie privée, le petit artisan me fournissent les mêmes tissus, les mêmes allumettes, etc..., à meilleur marché?... On ne pourra développer la production qu'en la rendant meilleur marché, qu'en réduisant les frais généraux, qu'en l'adaptant au paysan. Que voyons-nous maintenant? Les sept dixièmes de toute la production industrielle ont été absorbés par la ville, et les trois dixièmes seulement sont allés à la campagne. Eh bien, la consommation de nos villes peut-elle devenir une base suffisante pour notre industrie? Entretenir le bassin du Donetz, entretenir Bakou, entretenir les trusts métallurgiques, entretenir les trusts électriques est impossible pour la seule consommation urbaine parce que la population des villes est peu nombreuse, parce que le salaire de l'ouvrier est bas, que le prolétariat est peu nombreux, que la nouvelle bourgeoisie ne représente qu'une mince couche. Si donc nous ne bâtissons pas toute notre organisation sur le paysan, aucun développement ultérieur de l'industrie ne sera possible, et pour s'appuyer sur le paysan il nous faut produire à meilleur marché».

Tout commentaire est inutile. Il est clair que pour obtenir la confiance des paysans, le Gouvernement des Soviets n'hésite pas à spéculer sur le blé, considérant que le paysan ne peut vendre le sien assez cher.

Tous ceux qui ont été en Russie ces deux dernières années ont vu quel était l'horrible pain que mangeait l'ouvrier, ses salaires ne lui permettant pas de se nourrir de pain blanc et Kamenev avoue aujourd'hui qu'il y a trop de blé, mais que le paysan ne trouve pas à le vendre.

Nous comprenons les raisons du gouvernement à soutenir le paysan, qui subvient «aux dépenses qui entretiennent l'armée», qui se dresse contre le prolétariat.

L'Humanité n'a pas reproduit ce discours de Kamenev et cela ne nous étonne nullement, il est même probable qu'elle ne reproduira pas un document qui reconnaît sacrifier l'économie aux besoins de la République.

Les anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires ne s'étaient pas trompés sur l'évolution du mouvement soviétique: ils avaient prévu l'organisation actuelle de la Russie s'appuyant sur une «nouvelle bourgeoisie». L'on n'a pas voulu les écouter et plusieurs années ont été perdues.

Le mouvement se redressera-t-il devant la réalité des faits. Nous l'espérons. En tout cas, il n'est que temps.

Jules CHAZOFF.
